



Gérald MOORTGAT
Député provincial

Mons, le 07 mars 2013

REÇU LE 11 MARS 2013

SA Brussels
South CHARLEROI Airport

Rue des Frères Wright 8
6041 GOSSELIES

équie à A. Jouty

Nos réf. : 28-02/GM/MP/mb/BN85
(à rappeler)
Hff : CE/1020/2012//0158(cep 15)

Monsieur,

Objet : décision du Collège provincial du 28 février 2013

J'ai le plaisir de vous informer, qu'à mon initiative, le Collège provincial a accueilli, moyennant le respect de certaines conditions, votre demande de voûtement et déviation du cours d'eau non navigable de 2^{ème} catégorie « Le Tintia » renseigné entre les profils PXIX et PXX de l'atlas des cours d'eau non navigable à Gosselies.

Les modalités d'octroi de cette autorisation vous seront communiquées très prochainement par mon Administration.

Je ne peux que me réjouir de l'aboutissement de votre dossier.

Restant à votre disposition pour tout renseignement éventuel que vous souhaiteriez obtenir, je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes salutations distinguées.

Gérald MOORTGAT
Député provincial,



Contact

☎ : 065/ 87.97.53-66

REÇU LE 15 MARS 2013

copie à transmettre avec
lettre à A. Darhin OK

+ copie P.D. OK
+ classement sous permis

S.A. BRUSSELS SOUTH CHARLEROI
AIRPORT (B.S.C.A.)

Rue des Frères Wright, 8

6041 GOSSELIES

15/03

TC/2013-015

Vos réf. :

Nos réf. : CE/1020/2012/0158 (CEP15) SC

Le

14 MAR 2013

Madame, Monsieur,

Objet : CHARLEROI - GOSSELIES - Voûtement et déviation du cours
d'eau non navigable de 2^{ème} catégorie « Le Tintia », entre les
profils PXIX et PXX.

Je vous invite à trouver en annexe, copie de l'autorisation
approuvée par le Collège provincial en séance le 28/02/2013, signée
expédition conforme.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma
considération distinguée.

Le Chef de division
administratif,

N. CAUDRON

Hainaut Ingénierie Technique

Inspection générale

Rue Saint-Antoine, 1 - 7021 Havré

Tél. (065) 879 700 - Fax : (065) 879 779

513/13
13.06.13

Hainaut Ingénierie Technique
01. 03. 2013
110/2013/000250

**PROVINCE DE HAINAUT
HAINAUT INGENIERIE TECHNIQUE**

COURS D'EAU NON NAVIGABLES

SOUS – BASSIN HYDROGRAPHIQUE : SAMBRE
COMMUNE / VILLE : **CHARLEROI**
COURS D'EAU : « Le Tintia »
- n° : **9.131**
- catégorie : **2eme**
OBJET : Voûtement et déviation du cours d'eau entre les profils **PXIX** et **PXX**
DEMANDEUR : **SA BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT (B.S.C.A.), Rue des Frères Wright 8 à 6041 GOSSELIES**
Dossier n° **CE | 1020 | 2012 | 0158 (CEP 15)** 110 | 2013 | 000250
Composition :

REDACTEUR	DATE	Paraphe
S. Courvillat		
Chef de Service	31/01/13	<i>[Signature]</i>
Chef de Bureau		
Chef de Division	31/01/13	<i>[Signature]</i>
Directeur		
Préteur Général	08/02/13	<i>[Signature]</i>
Inspecteur Général	08.2.13	<i>[Signature]</i>
Greffier provincial		
Gouverneur		
Expédition - Entrée		
Expédition - Envoi	08 FEV. 2013	

**LE COLLEGE DU CONSEIL PROVINCIAL
DU HAINAUT**

Vu la demande, en date du 2 mars 2012, par laquelle SA BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT, Rue des Frères Wright 8 à 6041 Gosselies sollicite l'autorisation de voûter et de dévier le cours d'eau non navigable de 2^e catégorie « Le Tintia » à GOSSELIES, entre les profils PXIX et PXX ;

~~Considérant l'avis favorable émis par le Hainaut Ingénierie Technique, dans son rapport n°~~ ;

Considérant le dossier joint à la demande ;

Considérant que l'autorisation peut être accordée moyennant le respect de conditions particulières ;

Entendu Monsieur le Député provincial, G. MOORTGAT, en son rapport,

DECIDE :

La demande susmentionnée est accueillie aux conditions suivantes :

A. CONDITIONS PARTICULIERES

La présente autorisation ne vaut que pour le voutement sur 20 m par un tuyau en béton armé de 1500 mm de diamètre, et la déviation du cours d'eau de 2^{ème} catégorie « Le Tintia » à GOSSELIES, conformément au plan INFRA – VRD – PU – 01 annexé à la demande.

Les tuyaux prévus pour le voutement seront posés selon la même pente que le voutement déjà présent.

Le lit à ciel ouvert dévié aura la même pente que le lit à ciel ouvert actuel.

La chambre de visite de jonction est une chambre aveugle. Elle devra être accessible via la canalisation. La chambre de visite ne présentera aucun raccordement. Elle sera réalisée en béton armé construite en place et fera l'objet d'un plan de coffrage et de ferrailage. La chambre de visite sera pourvue d'une cunette en béton profilée, en béton C35 minimum et d'épaisseur minimum 0.30 m. La hauteur intérieure de la chambre de visite sera de 220 cm. Les travaux seront réalisés conformément au plan INFRA – VRD – PU – 01 annexé à la demande.

La déviation du cours d'eau devra aboutir dans le lit actuel de façon tangentielle. Des protections de berges devront être effectuées par le demandeur en cas d'érosion, autant sur la déviation que sur le lit actuel, y compris sur la berge opposée du lit actuel.

Les talus devront être profilés de façon à ce qu'ils restent stables et ne s'érodent pas. En cas d'érosion, le demandeur sera tenu responsable des érosions et inondations pouvant en découler. Il sera tenu de les réparer. Les réparations éventuelles pourront être, en cas de négligence de sa part, réalisées d'office à ses frais.

Les eaux de ruissellement des nouvelles dalles seront acheminées dans le Tintia via l'actuel bassin d'orage qui est dimensionné en fonction des ces rejets.

Les prolongements du drainage existant dans le nouveau lit, pour autant qu'il ait été autorisé, devront être réalisés dans le sens de l'écoulement des eaux et non perpendiculairement au cours d'eau. Le raccordement sera effectué de manière telle que le radier de la canalisation soit situé 0.20 m plus haut que le niveau moyen des eaux. Les déversements seront exécutés de manière à ne gêner en aucun moment l'écoulement des eaux du cours d'eau. Les eaux doivent satisfaire aux conditions reprises à l'article 6 de l'Arrêté royal du 03/08/76, pris en exécution de la Loi du 26/03/71 sur la protection des eaux de surface. Si ce drainage n'était pas autorisé, une demande d'autorisation devra être formulée. Aucun nouveau rejet ne sera autorisé dans cette autorisation.

.../...

Le demandeur a la charge des réparations et dégradations qui se produiraient par la suite de l'exécution de ses travaux, quel que soit le délai endéans lequel ces dégradations apparaissent. Les réparations éventuelles pourront être, en cas de négligence de sa part, réalisées d'office à ses frais.

Le demandeur sera tenu responsable des affaissements de berges, inondations, et autres problèmes provenant de la présence de ses ouvrages et des modifications apportées au lit du cours d'eau, et des interventions qui y seront opérées. Les réparations éventuelles pourront être, en cas de négligence de sa part, réalisées d'office à ses frais.

Les travaux seront réalisés conformément au cahier spécial des charges type « Qualiroutes ».

B. CONDITIONS GENERALES

Article 1

La présente autorisation est donnée uniquement en ce qui concerne la législation relative aux cours d'eau non navigables. Elle ne dispense pas l'impétrant de se pourvoir des autres autorisations nécessaires.

La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire, et sans aucune reconnaissance d'un droit au profit de l'impétrant.

La Province de Hainaut a toujours le droit, sans que l'impétrant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité, de suspendre temporairement l'usage des ouvrages autorisés, de faire apporter à ceux-ci toutes les modifications qu'elle juge convenir, et même d'en ordonner la suppression, suivie de la remise des lieux dans leur état primitif.

Le cas échéant, le Hainaut Ingénierie Technique fait exécuter d'office les travaux nécessaires à cette fin, si l'impétrant n'obtempère pas dans le délai prescrit à la réquisition qui lui est adressée par lettre recommandée. Dans ce cas, la dépense ainsi mise à sa charge serait récupérée conformément aux prescriptions légales en matière de procédure civile.

En cas de retrait de l'autorisation ou lorsque celle-ci est devenue sans emploi, l'impétrant rétablit à ses frais et dans le délai qui lui est fixé par Hainaut Ingénierie Technique, les lieux dans leur état primitif, à défaut de quoi, il y sera procédé d'office aux frais, risques et périls de l'impétrant. La responsabilité de l'impétrant est engagée jusqu'au moment du rétablissement des lieux dans leur état primitif.

Article 2

L'impétrant ne peut apporter aux ouvrages ainsi autorisés aucune modification sans l'autorisation du Collège provincial.

S'il contrevient aux conditions imposées, il peut être pris à sa charge telles mesures qui sont jugées nécessaires, même des mesures d'office, et les frais à en résulter éventuellement sont récupérés comme il est dit ci-dessus.

Article 3

Les travaux détaillés ci-dessus devront être achevés dans le délai d'un an à partir de la date du présent Arrêté, à peine de quoi l'autorisation sera considérée comme nulle et non avenue.

Elle pourrait, toutefois, être renouvelée ou prorogée si l'impétrant en formulait la demande au moins un mois avant l'expiration de ce délai.

Article 4

Par la seule mise en œuvre des travaux, l'impétrant est censé avoir accepté pour lui, ses successeurs ou ayant cause, l'entière responsabilité de l'entreprise tant dans le présent que dans l'avenir.

La présente autorisation est transférée automatiquement à tous les propriétaires successifs des ouvrages.

Article 5

Les ouvrages autorisés sont exécutés suivant les règles de l'art et de la bonne construction, conformément aux indications des plans et documents produits, aux conditions fixées dans l'autorisation et à celles qui seront données sur les lieux, le cas échéant, par le Hainaut Ingénierie Technique.

Ils seront conçus de manière à résister à toutes causes de destruction et à ne provoquer aucune érosion du lit du cours d'eau.

Les travaux de détournement des eaux et autres ouvrages provisoires exécutés dans le lit du cours d'eau ainsi que leurs méthodes d'exécution doivent être approuvés par le Hainaut Ingénierie Technique. Les décombres, plots, batardeaux,... doivent être enlevés aussitôt après achèvement des travaux ; qui ne sont considérés comme terminés que lorsque les lieux sont remis en état.

Une fois entamés, les travaux doivent être conduits avec toute la diligence possible.

Article 6

Les ouvrages autorisés sont constamment entretenus en bon état aux frais de l'impétrant, de manière qu'ils puissent toujours remplir leur destination. Au besoin, le Hainaut Ingénierie Technique pourra faire pourvoir d'office aux réparations nécessaires si l'impétrant n'obtempère pas dans le délai prescrit à la première réquisition qui lui est adressée par lettre recommandée. La dépense serait, en ce cas, récupérée comme il est dit ci-dessus.

Article 7

L'entretien des berges et des talus, ainsi que le curage des cours d'eau seront à charge de l'impétrant, de ses successeurs ou ayants cause, non seulement sur toute la longueur de la partie du ruisseau qui traverse sa propriété, mais encore jusqu'au point où le refoulement des eaux se fera sentir dans la traversée des propriétés appartenant à des tiers, à moins que ceux-ci ne préfèrent s'en charger eux-mêmes.

Article 8

L'autorisation ne modifie en rien la situation légale préexistante quant à la propriété du lit du cours d'eau, des berges ou de l'eau courante, ni quant aux droits qui en dérivent. L'autorisation est délivrée sous réserve des droits des tiers.

L'autorisation ne confère pas à l'impétrant le droit de disposer, de quelque manière que ce soit, des terrains qui ne lui appartiennent pas, si ce n'est du consentement des propriétaires. Pour le surplus, elle le laisse seul responsable de tous les dommages, dégâts ou accidents causés à des tiers, comme aussi des conséquences de toute nature qui résulteraient de l'établissement, de l'existence, de l'entretien, de la modification ou de la suppression des ouvrages autorisés.

En cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, l'impétrant n'est redevable d'aucune indemnité basée sur l'autorisation accordée. L'évaluation de l'emprise sera faite en faisant abstraction de la dite autorisation.

Article 9

Les agents chargés de la surveillance des cours d'eau non navigables auront, en tout temps, et sans avertissement préalable le libre accès à l'ouvrage autorisé.

L'impétrant se conformera aux injonctions et instructions pour la manœuvre des parties mobiles des ouvrages en rapport avec le cours d'eau.

Article 10

Il est bien spécifié que, dans tous les cas où elle se manifeste, l'intervention de la Province de Hainaut, s'exerçant en vertu de textes exprès ou d'une délégation du Pouvoir Exécutif, a uniquement pour objet de veiller à ce que l'exécution des travaux et leur entretien se fassent en conformité des lois et des règlements.

En conséquence, en cas d'accident, la Province ne pourra être mise en cause, soit par elle-même, soit par le fait des préposés du Hainaut Ingénierie Technique, l'impétrant étant censé, par la seule mise en œuvre des travaux, avoir accepté pour lui, ses successeurs ou ayants droit, l'entière responsabilité de l'entreprise, soit dans le présent, soit dans l'avenir.

Article 11

Expédition du présent Arrêté sera adressée :

- a) à l'Administration communale de Charleroi ;
- b) au demandeur;

par l'intermédiaire de Monsieur J. DANVOYE, Inspecteur général de Hainaut Ingénierie Technique, chargé d'en surveiller l'exécution.

Article 12

En exécution de la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation par le Conseil d'Etat. La requête en annulation doit être envoyée au Conseil d'Etat, 33, rue de la Science, à 1040 BRUXELLES, par pli recommandé à la poste, dans les 60 jours de la notification de la décision.

Dressé à Havré, le 31 janvier 2013
Le Chef de bureau technique,



Ing. C. DEBRUYNE

Mons, le 04/02/2013
Vu et proposé par le Premier directeur ff,



Ing. BOIGELOT

Mons, le 8.2.2013
Vu et présenté avec avis favorable,
L'Inspecteur général,



Ir J. DANVOYE

Vu pour accord,
Le Député provincial,



G. MOORTGAT

☐ EVOCATION PAR LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT WALLON

En séance à Mons, le 29 FEV. 2013 

Présents

M. Serge HUSTACHE, Président
M. Gérald MOORTGAT, Membre
Mme Annie TAULET, Membre
M. Yves LARDINOIS, Membre
Mme Fabienne CAPOT, Membre



POUR EXPEDITION CONFORME,

Le Greffier provincial,
Le Commissaire délégué,
Le Chef de Division
administrative


N. CAUDRON

M. Patrick MELIS, Greffier provincial

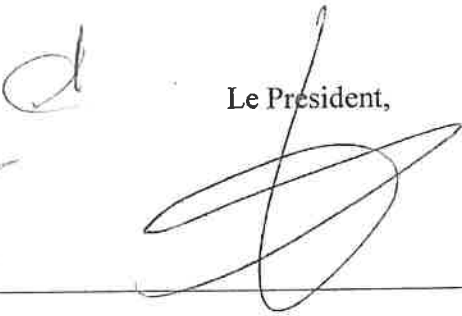
M. Guy BRACAVAL, Commissaire d'arrondissement, Gouverneur a.i.

Le Député rapporteur : Gérald MOORTGAT

DECISION PRISE :

ADMIS - NON ADMIS

Le Greffier provincial, 

Le Président, 

SUITE DONNEE A L'EVOCATION

AGENT TRAITANT : Caroline DEBRUYNE
Rue Saint-Antoine 1 - 7021 HAVRE
065/87.97.22 – 065/87.97.67
Fax : 065/87.97.21– 065/87.97.68
Caroline.debruyne@hainaut.be